



11^e Rencontre internationale de Cybèle

Actes de la onzième Rencontre de Cybèle



Organisée par l'association Euromed IHEDN

Les 31 mars et 1^{er} avril 2022

A Marseille, en l'hôtel de la Région Sud-Provence Alpes Côte d'Azur

AVEC LE SOUTIEN DE NOS PARTENAIRES





L'espace euro-méditerranéen
soumis
à des dangers multiples

Les actes

Rencontre des 31 mars et 1^{er} avril 2022



Les
Rencontres
de
Cybèle

Présentation géopolitique du thème

Les nouveaux défis stratégiques posés par l'invasion de l'Ukraine par la Russie :

Quelles implications pour les pays de l'espace euro-méditerranéen ?

Erwan Lannon¹

Qualifier de tournant historique l'invasion de l'Ukraine par la Russie n'est pas abusif car son impact sur la sécurité européenne est sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En quelques mois, l'OTAN a adopté un nouveau concept stratégique et la Suède et la Finlande vont la rejoindre, si la Turquie ne s'y oppose pas.² Au niveau de l'Union européenne (UE), le Danemark a levé son 'opt out' (« option de retrait ») en matière de défense qui avait été incorporé, au début des années 1990, dans le traité de Maastricht.³ L'Ukraine et la Moldavie ont, quant à elles, obtenu le statut de candidat⁴ à l'adhésion à l'Union européenne le 24 juin 2022, soit seulement quatre mois après le début de l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes. L'accélération de l'Histoire est vertigineuse.

L'invasion de l'Ukraine bouleverse l'ordre sécuritaire européen et place le continent devant de nouveaux défis stratégiques. Nous identifierons les nouveaux paramètres qui changent la donne stratégique. Ensuite nous analyserons les principales orientations stratégiques fixées par l'OTAN et l'UE et nous mettrons en avant des actions concrètes envisageables au niveau stratégique euro-méditerranéen.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie : un tournant historique remettant en cause l'architecture de sécurité européenne

Le 24 février 2022 marque la fin de l'ordre sécuritaire européen établi depuis la fin de la Guerre froide.⁵ L'usage de la force au mépris du droit est le mot d'ordre du président d'un

ancien empire.⁶ A son apogée, l'Empire russe comprenait, à l'Ouest, non seulement l'Ukraine et les pays baltes mais aussi une partie de la Pologne, dont Varsovie et, à l'Est, il s'était progressivement étendu jusqu'à Vladivostok. Vladimir Poutine n'a pas supporté les élargissements successifs de l'UE et la mise en place de la Politique européenne de voisinage, première illustration d'une approche géopolitique d'une UE élargie étendant sa sphère d'influence. Le président russe n'a pas non plus accepté les élargissements successifs de l'OTAN⁷. Aux 12 États fondateurs en 1949⁸ se joignent en 1952, la Grèce et la Turquie, suivies, en 1955, par l'Allemagne et, en 1982, par l'Espagne. Mais c'est bien entendu les adhésions plus récentes qui posent problème au président russe : en 1999, Hongrie, Pologne, République Tchèque ; en 2004, Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie et Slovénie ; en 2009, Albanie et Croatie, suivies par le Monténégro en 2017 et par la Macédoine du Nord en 2020⁹. Si Vladimir Poutine regarde la carte de l'Empire russe, Tayyip Erdogan, regarde, quant à lui, celle des conquêtes de Mehmet II car « sa domination sur l'Anatolie et les Balkans » ont formé « le cœur de l'Empire ottoman pendant plus de quatre siècles ».¹⁰ Les rencontres entre belligérants ukrainiens et russes, au palais de Dolmabahçe, ancien centre administratif de l'Empire ottoman¹¹ à Istanbul, ont été à cet égard symboliques.

Quelles ont été les premières réactions des pays méditerranéens ? Ces pays ont suivi de très près la situation car, durant la Guerre

froide, la Méditerranée a été le théâtre d'affrontements indirects entre les deux superpuissances. Aujourd'hui, certaines réactions - ou absence de réaction - à la guerre sont notables. Il suffit d'analyser les résultats des votes aux Nations unies pour se rendre compte des fragmentations. Les facteurs à prendre en compte pour mieux comprendre la réaction de certains pays sont : leur état de dépendance énergétique et alimentaire, leur dépendance aux livraisons d'armements russes mais aussi leur méfiance grandissante envers l'Occident. Certains pays riverains de la Méditerranée sont déjà des victimes collatérales du conflit. De la sécurité humaine à la sécurité alimentaire et sanitaire, en passant par la cybersécurité, les défis à relever par l'UE et ses partenaires sont immenses.

A cet égard, le nouveau concept stratégique de l'OTAN et la Boussole stratégique en matière de sécurité et de défense de l'UE sont arrivés à point nommé. Ces nouvelles orientations posent toutefois question aux partenaires de l'UE au Sud et à l'Est de la Méditerranée quant à leurs choix stratégiques. En effet, tous ne partagent pas, loin s'en faut, des orientations qui positionnent les États membres de l'UE et de l'OTAN vis à vis du conflit et donc de la Russie. Il faut choisir entre deux camps, ce qui est parfois impossible pour certains partenaires en raison de leurs intérêts, dépendances et alliances.

Le jeu des puissances est complexe. La Chine est un pivot essentiel de cette nouvelle donne stratégique. Sans le parti communiste chinois, la Russie ne tiendra pas, ou difficilement. La Chine demeure la priorité absolue des États-Unis. Les observateurs avertis auront d'ailleurs noté que Vladimir Poutine semble plus jouer au jeu de Go qu'aux échecs. Il utilise des « conflits gelés », afin d'éviter que l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine ne rejoignent l'OTAN, en jouant un rôle destabilisateur en Transnistrie, dans le Donbass - la question de la Crimée étant plus spécifique sur les plans géopolitique et géostratégique - , le haut Karabach, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Ces conflits rendent en effet impossible l'adhésion de ces pays à l'OTAN, du fait de l'automatisme de l'activation l'article 5 du traité de Washington, qui implique qu'une attaque contre l'un de ses membres est une attaque contre tous. Le maître du Kremlin entend donc mettre un terme à toute velléité de changement de régime allié. Au 'regime change' américain, il oppose celle du maintien de la stabilité des régimes alliés de Bachar al Assad en Syrie et Alexandre Loukachenko au Bélarus. Le 6 janvier 2022, l'Organisation du Traité de Sécurité Collective, réunissant six anciennes républiques soviétiques, a pour la première fois depuis sa création en 2002, pris la décision de déployer « des troupes au Kazakhstan, le temps d'une intervention éclair ». ¹² L'Asie centrale va donc devenir encore plus stratégique et fera l'objet de confrontations.

Notons d'ailleurs que, la Russie essaye de contrôler, pour partie, sur la nouvelle route de la soie, les voies terrestres notamment ferroviaires, mais aussi fluviales ¹³ qui passent par la mer Caspienne. L'ancien Empire du milieu entend, de son côté, devenir un acteur sur la nouvelle route maritime de la soie. La création d'une base à Djibouti et la mise à l'eau, en juin 2022, de son troisième porte-avions ont eu lieu alors que la marine russe, qui a subi de lourdes pertes en mer Noire, a néanmoins pris le contrôle de la mer d'Azov. Ce n'est pas un hasard si, un mois avant l'invasion de l'Ukraine, la Russie, l'Iran et la Chine ont organisé, fin janvier 2022, des « exercices navals conjoints dans l'océan Indien, visant notamment à renforcer la « sécurité commune ». ¹⁴ Autres éléments à relever : l'intérêt affiché de ces trois pays pour la plongée en eau profonde et le développement de la coopération russo-iranienne dans l'océan Indien, le golfe Persique mais aussi en mer Caspienne.¹⁵ On rappellera ici que la mer d'Azov et donc la mer Noire et au-delà la mer Méditerranée, est reliée à la mer Caspienne par le canal du Don qui rejoint la Volga.¹⁶

On comprend dès lors l'intérêt pour la Russie de contrôler le port de Marioupol et la mer d'Azov. En 2022, le contrôle des voies fluviales, maritimes et ferroviaires, de même que celui des ressources énergétiques et alimentaires sont au cœur de la stratégie russe.

L'invasion russe de l'Ukraine constitue donc un tournant historique majeur dont les implications dépassent largement les frontières de l'Europe. La fin de l'ordre sécuritaire européen implique le réarmement de l'Europe, l'envoi de troupes américaines supplémentaires sur le flanc oriental de l'OTAN et un rôle accru de la Turquie dans la zone. Autre impact direct: un rôle sans doute plus limité de la Russie au Moyen-Orient, en tous cas sur le plan militaire.

Au-delà de ces questions géopolitiques, ce conflit entérine aussi des changements dans les nouveaux paramètres de sécurité. L'utilisation intense des drones et notamment des *Bayraktar II* turcs par l'armée ukrainienne a modifié la donne stratégique.¹⁷ Déjà en 2020, ils ont contribué à la défaite arménienne dans le conflit qui a opposé l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh. Ces drones et d'autres modèles¹⁸ sont de plus en plus souvent utilisés, la guerre en Syrie ayant été l'un des terrains de leur expérimentation, notamment pour les essais de drones.¹⁹ Outre les évolutions technologiques, la nouveauté tient aussi dans la prolifération et la dissémination inquiétantes de ces armes dans toute la région euro-méditerranéenne. De tels drones seront en effet particulièrement efficaces dans le cadre de guerres asymétriques. L'utilisation de ces armes, combinée aux moyens classiques, permet à l'Ukraine de résister. On parle de guérilla 2.0 du côté ukrainien alors que la Russie développe une 'guerre hybride'. Les cyberattaques et la désinformation sont systématiques et réalisées à grande échelle. Par ailleurs, la guerre dans l'espace extra atmosphérique n'est plus une fiction, après la destruction par la Russie en 2021 d'un de ses propres satellites pour tester ses capacités en la matière.²⁰ Toutefois cette

guerre hybride signifie que les belligérants continuent aussi à utiliser d'anciennes tactiques comme l'emploi de mercenaires, le déplacement forcé de population, le vol et la revente de matières premières et de denrées alimentaires de base, le blocus maritime et la guerre de siège.

La question qui se pose est donc de savoir si les orientations stratégiques fixées en 2022 dans les cadres de l'OTAN et l'Union européenne permettent de répondre aux nouveaux défis et si des actions concrètes sont envisageables au niveau euro-méditerranéen ?

Les orientations stratégiques fixées par l'OTAN et l'Union européenne en 2022 et les actions concrètes envisageables au niveau euro-méditerranéen pour répondre aux nouveaux défis

Les orientations et donc les grandes priorités stratégiques fixées par l'OTAN et l'Union européenne en 2022 dans le cadre, d'une part, du nouveau concept stratégique de l'OTAN²¹ et, d'autre part, de la Boussole stratégique en matière de sécurité et de défense de l'UE, prennent en compte les nouveaux défis. Si la perspective d'une communauté politique européenne reste assez floue, des actions concrètes, prévues de longue date, pourraient être envisagées au niveau euro-méditerranéen.

L'OTAN n'est plus en état de mort cérébrale, Vladimir Poutine l'a ressuscitée le 24 février. Le retour de soldats américains en Europe, la définition d'un nouveau concept stratégique et un nouvel élargissement septentrional signifient que l'OTAN va devenir un acteur encore plus prépondérant dans toute la zone pan-euro-méditerranéenne. La stratégie des États-Unis, à travers l'OTAN, est claire : affaiblir au maximum l'armée russe sans devenir co-belligérant pour autant.

Pour le Secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, le nouveau concept stratégique de l'OTAN est très différent de celui approuvé

en 2010, et ce sur trois points essentiels. Le nouveau concept « indique clairement que la Russie représente 'la menace la plus importante et la plus directe' pour notre sécurité », alors qu'en 2010 les membres de l'Alliance affirmaient que la Russie était un « partenaire stratégique ». En 2010, la Chine n'était pas mentionnée dans le concept stratégique alors qu'en 2022 les « politiques coercitives de la Chine » défient les intérêts, la sécurité et les valeurs des membres de l'OTAN. Le Secrétaire général précise aussi que le concept définit une « position commune sur la lutte contre le terrorisme, ainsi que les cybermenaces et les menaces hybrides ». ²²

Ce qui frappe à la lecture du concept stratégique, ce sont les sept points successifs (27 à 33) consacrés à la dissuasion nucléaire. La préface souligne d'emblée la nécessité de renforcer la « capacité de dissuasion et de défense », qui est « la clé de voûte » de l'engagement « pour la défense mutuelle, inscrit dans l'article 5 ». Il est précisé que l'article 5 pourra aussi être invoqué si des « opérations hybrides menées contre des Alliés » peuvent « atteindre le seuil correspondant à une attaque armée » (point 27). Ce sera aussi le cas si un « acte isolé de cybermalveillance ou une opération hostile mené(e) en direction de l'espace, depuis l'espace ou dans l'espace, ou une série de tels actes ou opérations », peut « atteindre le seuil correspondant à une attaque armée ». Il est clair que le droit international évolue et doit s'appliquer « dans le cyberspace et dans l'espace » (point 25) où l'on voit apparaître de nouvelles frontières juridiques.

La mer Méditerranée est citée dans le nouveau concept stratégique : « le renforcement par la Fédération de Russie de son dispositif militaire, notamment dans les régions de la mer Baltique, de la mer Noire et de la Méditerranée, ainsi que son intégration militaire avec le Belarus portent atteinte à la sécurité et aux intérêts des Alliés » (point 8). Le constat général est que le « voisinage méridional » de l'Alliance (Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et

Sahel) est « confronté à des défis qui s'enchevêtrent », que le « contexte est propice à la prolifération des groupes armés non étatiques, dont les organisations terroristes » et permet à des « compétiteurs stratégiques de se livrer à des actes d'ingérence déstabilisateurs et coercitifs ». D'autre part, pour ce qui est des Balkans occidentaux et de la région de la mer Noire, il est prévu de « soutenir les pays de ces régions qui manifestent des aspirations euro-atlantiques » et de les « aider à faire face aux menaces et défis spécifiques auxquels ils sont confrontés ». Il est aussi envisagé de travailler « avec les partenaires pour répondre aux menaces et défis communs en matière de sécurité dans les régions présentant un intérêt stratégique pour l'Alliance, notamment le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ainsi que le Sahel » (Point 45). Force est de constater que les termes restent très vagues. Le Dialogue méditerranéen de l'OTAN et sa « coopération pratique », de même que les activités de l'OTAN en Méditerranée devraient a priori être renforcées étant donné le contexte. Cependant, les pays du Dialogue méditerranéen ²³ n'ont pas tous la même position vis-à-vis de la Russie. Certains d'entre eux condamnent l'intervention russe, d'autres pas, certains sont favorables aux sanctions, d'autres s'y opposent. Le « voisinage méridional » de l'Alliance atlantique semble rester, pour l'instant, à la marge par rapport aux priorités essentielles que sont la Chine et la Russie.

Au niveau de l'Union européenne, la Boussole stratégique en matière de sécurité et de défense a été adoptée officiellement le 24 mars par le Conseil européen. Considérée comme le « premier Livre blanc de la défense européenne » ²⁴, la stratégie doit renforcer la Politique de sécurité et de défense commune d'ici 2030. Elle répond aux défis évoqués ci-dessus en promouvant, par exemple, la « capacité d'analyse du renseignement » de l'UE et en créant une « boîte à outils hybride » visant à détecter les « menaces hybrides » et à y réagir. Il s'agit notamment de « lutter contre les activités de

manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ». Il est aussi prévu d'approfondir la politique en matière de cyber-défense. Le renforcement des actions de l'UE aux niveaux maritime, aérien et spatial de même que l'élaboration d'une « stratégie spatiale de l'UE pour la sécurité et la défense » sont des éléments majeurs.²⁵ Il ne sont cependant pas consécutifs à la guerre en Ukraine. Pour ce qui est de la stratégie spatiale, certains éléments sont déjà en place. On peut ainsi mentionner « Space Japan », un projet créé par le Centre de coopération industrielle UE-Japon pour soutenir la coopération des industries liées à l'espace.²⁶ Il convient de noter que les partenaires méditerranéens de l'UE ne sont pas en reste dans ce domaine, beaucoup s'intéressent à l'espace extra atmosphérique et multiplient les lancements de satellites militaires.

On soulignera que le terme 'voisinage méridional' apparaît sept fois sur les 42 pages de la Boussole stratégique et le terme 'Méditerranée', six fois, essentiellement à propos de la 'mer Méditerranée'. L'approche euro-méditerranéenne esquissée à Barcelone en 1995 au niveau sécurité-défense n'est pas prise en compte, il est seulement question de gérer la « pression migratoire » et de mettre en place des opérations navales de surveillance. Pour ce qui est du voisinage méridional de l'UE, la Boussole stratégique indique d'abord que : « les défis mondiaux et régionaux ont accru et mis en évidence notre interdépendance mutuelle et la nécessité d'établir des partenariats plus étroits en matière de sécurité et de défense ». Sont mis en avant le « terrorisme, l'extrémisme violent, la radicalisation, les menaces informatiques et hybrides ainsi que la criminalité organisée et les défis croissants liés à la migration irrégulière » qui sont considérés comme des « menaces majeures ». Il est donc proposé « aux partenaires du voisinage méridional prêts à approfondir la coopération sur une série de questions, y compris la coopération opérationnelle » des « ensembles de mesures plus complets en matière de sécurité ».

La Boussole souligne aussi la « nécessité d'accroître l'investissement de l'UE dans la paix et la stabilité au Moyen-Orient et dans le Golfe »²⁷. Rappelons qu'une véritable rupture géopolitique s'est produite avec la normalisation des relations entre Israël et certains pays arabes, à la suite des accords d'Abraham de 2020.

Ces objectifs semblent bien timides si on les compare aux ambitions de 1995. Serait-ce de la prudence ou un manque d'ambition ? La déclaration de Barcelone de novembre 1995 précisait que « les parties s'emploieront à faire du Moyen-Orient une zone exempte d'armes de destruction massive, nucléaires, chimiques et biologiques et de leurs vecteurs, qui soit mutuellement et effectivement contrôlable » et qu'elles étudieront « les mesures de confiance et de sécurité qu'il conviendrait d'adopter en commun entre les participants en vue de la consolidation d'un "espace de paix et de stabilité en Méditerranée", y compris la possibilité à terme de mettre en œuvre à cet effet un pacte euro-méditerranéen ». Si effectivement des progrès ont été réalisés concernant la « Charte euro-méditerranéenne pour la paix et la stabilité »²⁸, le projet est toutefois tombé dans l'oubli. Il conviendrait aussi de ressusciter ce projet. Cela ne sera pas chose aisée tant les fragmentations sont importantes mais une telle réflexion est incontournable. L'UE et ses partenaires ne peuvent en effet pas faire l'économie d'un débat stratégique. L'idée d'une communauté politique européenne, entérinée par le Conseil européen de juin 2022, dans un point intitulé : « l'Europe au sens large » peut-être l'occasion de faire revenir l'Euro-Méditerranée dans le débat. On notera que l'« Europe au sens large » (Wider Europe) était aussi le titre de la lettre conjointe d'août 2002 de Chris Patten et Javier Solana, qui fût, entre autres, à l'origine de la Politique européenne de voisinage qui couvre toujours les pays partenaires méditerranéens de l'UE.

Des actions concrètes sont donc envisageables au niveau euro-méditerranéen pour répondre aux nouveaux défis, à commencer par un

dialogue stratégique multilatéral euro-méditerranéen. Au niveau bilatéral, il est absolument nécessaire de conclure une nouvelle génération d'accords d'association de nature stratégique à l'instar des accords conclus par l'UE avec l'Ukraine, le Canada ou le Japon. De tels accords contiennent en effet des dispositions beaucoup plus développées au niveau politique et sécurité-défense ²⁹ que les accords euro-méditerranéens d'association qui eux, sont totalement obsolètes en la matière.

Conclusion

Nous sommes entrés dans nouvelle ère. Il faut espérer que le conflit actuel ne s'intensifiera pas encore et que des armes de destruction massive ne seront pas utilisées. Cependant, il ne faut pas se voiler la face, les tabous tombent tous les jours y compris celui de l'utilisation de l'arme nucléaire. ³⁰ Nombreux sont ceux qui ont jugé irrationnelle la décision de Vladimir Poutine de déclencher ce conflit à haute intensité. Par contre, les pays baltes et la Pologne ont, quant à eux, toujours considéré qu'une attaque de la Russie était possible, y compris contre un pays membre de l'OTAN. Le fossé se creuse donc encore entre les pays de Visegrad d'un côté et la France et l'Allemagne de l'autre, alors que le Royaume-Uni, désormais hors UE, se profile comme l'un des « fers de lance européens » de l'Alliance atlantique. Jusqu'à présent, l'UE a fait preuve d'une certaine cohésion, mais des fragmentations sont apparues, par exemple quand la Hongrie a refusé de laisser passer sur son territoire des armements à destination de l'Ukraine.

Notons que l'UE sort cependant toujours renforcée des crises. Pour le moment, elle a déjà gagné en crédibilité du fait de la sévérité inédite des sanctions appliquées à la Russie et de l'accueil qu'elle a réservé aux millions de femmes et d'enfants fuyant les combats. Les Ukrainiens le disent haut et fort depuis 2014, ils sont prêts à mourir pour rejoindre l'Union européenne et ainsi sortir du giron russe. Leur objectif est de

devenir membre de l'UE et, si possible, de rejoindre une allégeance leur permettant de bénéficier du bouclier protecteur de l'OTAN. Si le statut de candidat octroyé à l'Ukraine par l'UE est un signal politique fort sur le court terme, le chemin vers l'adhésion sera très long et l'Ukraine n'a aucune garantie d'y parvenir. ³¹ En cas d'adhésion de l'Ukraine et/ou de la Moldavie et de la Géorgie (qui ne s'est pas encore vue reconnaître le statut de candidat), le centre de gravité de l'UE se déplacerait mais sans trop s'éloigner toutefois de la Méditerranée. La mer Méditerranée reste incontournable du fait de ses détroits qui offrent l'accès aux mers chaudes aux riverains de la mer Noire, y compris à la Russie. Le détroit du Bosphore, reste sous le contrôle d'Ankara, conformément à la convention de Montreux. ³² Sur le plan militaire, la Russie, qui avait gagné en crédibilité en Méditerranée du fait de son intervention réussie en Syrie, est en train de la perdre en partie, mais rien n'est joué. Les pertes subies, les erreurs commises, les défaillances techniques de l'armement russe laisseront des traces et Moscou ne sortira pas indemne d'un conflit qui aura aussi des répercussions sur ses alliés au Moyen-Orient.

Ce conflit modifie en profondeur la donne géopolitique mondiale. L'Allemagne se réarme à marche forcée. Qui aurait pu imaginer cela il y a seulement quelques mois ? ³³ Qui aurait pu imaginer aussi que l'UE finance et contribue, avec la Facilité européenne pour la paix (FEP) à l'envoi d'armes létales dans un pays tiers ? 2022 restera, à plus d'un titre, dans les manuels d'histoire comme une année charnière. L'architecture de défense européenne repose toujours sur ses fondations transatlantiques, mais ces dernières ont été fragilisées lors de la présidence du Président Donald Trump.

Dans cette reconfiguration stratégique, l'UE ne doit pas perdre de vue son voisinage méridional, ni sous-estimer les fragmentations actuelles au sein des pays partenaires méditerranéens. Pour tenir le cap, il faudra définir des priorités stratégiques pan-euro-méditerranéennes communes.

¹ Professeur à l'Université de Gand et au Collège de l'Europe et membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN

² V. OTAN, Communiqué de presse, L'OTAN adopte son nouveau concept stratégique, renforce sa posture de dissuasion et de défense, intensifie son soutien à l'Ukraine et invite la Finlande et la Suède à entrer dans l'OTAN

³ V. Le Monde avec AFP, Le Danemark vote pour rejoindre la politique de défense de l'Union européenne, 1er juin 2022, https://www.lemonde.fr/international/article/2022/06/01/le-danemark-vote-pour-rejoindre-la-politique-de-defense-de-l-union-europeenne_6128563_3210.html

⁴ V. les avis de la Commission européenne : Commission européenne, Avis de la Commission sur la demande d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, Bruxelles, 17 juin 2022 COM(2022) 407 final ; Commission européenne, Avis de la Commission sur la demande d'adhésion de la Moldavie à l'Union européenne, Bruxelles, 17 juin 2022 COM(2022) 406 final ; Commission européenne, Avis de la Commission sur la demande d'adhésion de la Géorgie à l'Union européenne, Bruxelles, le 17 juin 2022 COM(2022) 405 final. Les conclusions du Conseil européen des 23 et 24 juin 2022, <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2022/06/24/european-council-conclusions-23-24-june-2022/>

⁵ Les éléments constitutifs de cet ordre étant notamment la Charte des Nations unies entrée en vigueur le 24 octobre 1945, le Statut de la Cour internationale de Justice faisant partie intégrante de la Charte, <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/full-text>, l'Acte final d'Helsinki du 1er août 1975 créant la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCÉ), <https://www.osce.org/files/f/documents/5/c/39502.pdf> et la Charte de Paris pour une nouvelle Europe des 19 et 21 novembre 1990, <https://www.osce.org/files/f/documents/3/2/39517.pdf>

⁶ V. La carte du Larousse en ligne sur la formation de l'empire russe, consulté en juin 2022, https://www.larousse.fr/encyclopedie/data/images/1011289-La_formation_de_lEmpire_russe.jpg

⁷ V. Cécile Marin, Quand la Russie rêvait d'Europe-Un élargissement sans bornes, Le monde Diplomatique, Septembre 2018, <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/otan-elandissement#&gid=1&pid=1>

⁸ Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni

⁹ V. OTAN, Membres de l'Otan, consulté le 22 juin 2022, https://www.nato.int/nato-welcome/index_fr.html

¹⁰ Encyclopédie Universalis, Mehmed ou Mehmet II (1432-1481) - Sultan ottoman (1444-1446 et 1451-1481), <https://www.universalis.fr/encyclopedie/mehmed-mehmet-ii/>

¹¹ Pour une carte détaillée de la formation de l'empire ottoman V. Archives Larousse, https://www.larousse.fr/encyclopedie/images/La_formation_de_l_Empire_ottoman/1011349

¹² V. Faustine Vincent, L'Organisation du traité de sécurité collective, une alliance militaire dominée par la Russie, Le Monde en ligne, 17 janvier 2022

¹³ Ainsi que le soulignait Edouard Blanc, dans l'Empire russe, le « réseau des chemins de fer a été établi de manière à être complété par les voies fluviales ». Edouard Blanc « Le futur réseau des voies navigables de l'empire russe, Annales de géographie, t. 26, n°140, 1917, Paris, p. 107.

¹⁴ RFI, L'Iran participe à des manœuvres navales conjointes avec la Russie et la Chine dans l'océan Indien, 20 janvier 2022, <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20220120-l-iran-participe-%C3%A0-des-man%C5%93uvres-navales-conjointes-avec-la-russie-et-la-chine-dans-l-oc%C3%A9an-indien>

¹⁵ V. à ce sujet Almannar News, Manœuvres militaires russo-iraniennes dans l'océan Indien et le golfe Persique, 30 juillet 2019, <https://french.almanar.com.lb/1446513>

¹⁶ En 1952, un article du Monde soulignait : « le gouvernement de l'U.R.S.S. a réalisé un vieux rêve déjà conçu sous le tsarisme, à l'époque de Pierre le Grand, et aujourd'hui la jonction est faite grâce à un large canal long de 101 kilomètres ». André Pierre, Le Canal Volga-Don vient d'être ouvert à la navigation Des bateaux pourront se rendre de la mer Blanche à la mer Noire, Le Monde 7 juin 1952, https://www.lemonde.fr/archives/article/1952/06/07/le-canal-volga-don-vient-d-etre-ouvert-a-la-navigation-des-bateaux-pourront-se-rendre-de-la-mer-blanche-a-la-mer-noire_3030961_1819218.html

¹⁷ Parmi les pays utilisateurs du Bayraktar II, qui est un drone de reconnaissance tactique, figurent, outre la Turquie elle-même : l'Azerbaïdjan, l'Éthiopie, l'Irak, le Kirghizistan, la Libye, le Maroc, le Niger, le Pakistan, la Pologne, le Qatar, le Turkménistan et l'Ukraine. V. Avionsmilitaires.Net, <https://avionsmilitaires.net/v3/kb/aircraft/show/1653/baykar-bayraktar-ii>

¹⁸ Dont les Switchblade américains. Il s'agit d'un drone « équipé d'une charge explosive (équivalente à une grenade de 40 mm) et destiné à détruire sa cible en la frappant. C'est un engin de petites dimensions, transportable en sac par un soldat et déployé à l'échelle d'un peloton ». Trois pays utilisateurs pour l'instant, outre les États-Unis, le Royaume uni et l'Ukraine, V. Avionsmilitaires.Net, <https://avionsmilitaires.net/v3/kb/aircraft/show/997/aerovironment-switchblade>

¹⁹ V. Elise Vincent, Guerre des drones : la menace des essaims, Le Monde, 25 juin 2021, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/06/25/guerre-des-drones-acte-ii-la-menace-des-essaims_6085696_3210.html

²⁰ V. Nathan Strout, Russia tests anti-satellite weapon, astronauts take cover, C4ISRNET, Washington, 15 novembre 2021, <https://www.c4isrnet.com/battle-field-tech/space/2021/11/15/russia-tests-anti-satellite-weapon-astronauts-take-cover/>

²¹ Concept stratégique de l'OTAN, adopté au sommet de Madrid les 29-30 juin 2022, <https://www.nato.int/strategic-concept/fr/>

²² OTAN, Press conference by NATO Secretary General Jens Stoltenberg following the meeting of the North Atlantic Council at the level of Heads of State and Government (2022 NATO Summit), 29 juin 2022, https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_197288.htm, Traduit pas nos soins.

²³ Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Maroc, Mauritanie et Tunisie.

²⁴ Ministère des Armées, Europe de la défense : la Boussole stratégique adoptée, 25 mars 2022, Paris, <https://www.defense.gouv.fr/actualites/europe-defense-boussole-strategique-adoptee>. Conseil de l'UE, « Une boussole stratégique en matière de sécurité et de défense - Pour une Union européenne qui protège ses citoyens, ses valeurs et ses intérêts, et qui contribue à la paix et à la sécurité internationales », telle qu'approuvée par le Conseil de l'UE lors de sa session du 21 mars 2022, <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-7371-2022-INIT/fr/pdf>

²⁵ Boussole stratégique, op. cit., pp. 3, 15, 19, 21-24, 27-28, 34.

²⁶ V. Le Site Internet : <https://www.eu-japan.eu/spa-cejapan>

²⁷ Boussole stratégique, op. cit., p. 43.

²⁸ V. Jean-François Daguzan, Charte Euro-méditerranéenne pour la paix et la stabilité : Éléments juridiques et politiques, Papier présenté pour le "Working Group on the Euro-Med Charter for Peace and Stability", octobre 1999, Document IAI, <https://www.iai.it/sites/default/files/iai9950.pdf>

²⁹ Notamment en matière de prévention des conflits de gestion des crises et de coopération militaire et technologique.

³⁰ « Vladimir Poutine n'utilisera l'arme nucléaire qu'en cas de "menace existentielle", selon le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov ». AFP, La Russie clarifie sa position sur l'utilisation de l'arme nucléaire, 22 Mars 2022, reproduit par le huffingtonpost.fr, https://www.huffingtonpost.fr/entry/la-russie-clarifie-sa-position-sur-utilisation-de-arme-nucleaire_fr_623a3613e4b0c727d4848928

³¹ Il faut en effet rappeler que la procédure de l'article 49 du Traité sur l'Union européenne implique un droit de veto pour chaque État membre et pour le Parlement européen. L'organisation d'un référendum étant aussi possible dans certains États membres, dont la France.

³² V. Actes de la conférence de Montreux, Convention concernant le régime des détroits signée à Montreux le 20 juillet 1936, notamment ses articles 18 à 21, https://basedoc.diplomatie.gouv.fr/exl-php/util/documents/accede_document.php?1656668465022

³³ Olaf Scholz, le Chancelier Allemand a déclaré, le 27 février 2022 que « le budget fédéral 2022 dotera, à titre exceptionnel, ce fonds spécial d'un montant de 100 milliards d'euros. Cette somme sera employée pour réaliser les investissements nécessaires et faire avancer des projets d'armement. Nous allons à partir de maintenant, d'année en année, investir plus de deux pour cent du produit intérieur brut dans notre défense ». Déclaration gouvernementale du Chancelier fédéral de la République fédérale d'Allemagne Olaf Scholz, « Résolument engagés pour la paix et la sécurité », 27 février 2022, <https://www.bundesregierung.de/breg-fr/actualites/déclaration-gouvernementale-du-chancelier-fédéral-2009510>

Sommaire

- 3 L'espace euro-méditerranéen face à des risques multiples
- 5 Une rencontre nécessaire
- 6 Les invités et participants à la Rencontre Cybèle 11

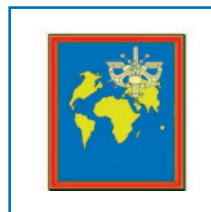
Actes publiés

- 9 Présentation géopolitique du thème
par Monsieur Erwan Lannon
- 16 Les conséquences des conflits au Moyen-Orient
par le vice-amiral d'escadre (2S) Patrick Hébrard
- 19 La bande de conflits dans la Méditerranée élargie
par le vice-amiral d'escadre (2S) Ferdinando Sanfelice di Monteforte
- 24 La redéfinition des zones maritimes en Méditerranée
par Monsieur Elie Jarmache
- 29 Migrations en Méditerranée
par Madame Catherine Wihtol de Wenden
- 36 Les soulèvements populaires dans la région méditerranéenne
par Madame Agnès Levallois
- 39 La Chine, l'Iran et les monarchies du Golfe arabe en Méditerranée
par le Général de brigade aérienne (2S) Jean-Vincent Brisset
- 44 Les Etats-Unis et la Méditerranée : une durée sans constance
par Monsieur Jean-François Daguzan

Synthèse et conclusions

- 49 De l'épidémie de Covid à l'ombre de la guerre
par Monsieur Jean-François Daguzan

L'association remercie ses soutiens



ASSOCIATION EUROMED - IHEDN
Contact : Jean François COUSTILLIERE, président, Tél : 06 34 19 28 79
Courriel : association-euromed-ihedn@wanadoo.fr • Site : www.euromed-ihedn.fr